

Collectif RésisteR

S'informer, s'organiser, agir !
La lutte continue !



RésisteR!

#55 - mai 2018

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation



La vieillesse
est un naufrage

Participation

La participation
est librement fixée
par le lecteur. Le
prix de revient de
ce numéro est de
1,00 €

PRINTEMPS

page 7

MACRON

page 9

DÉMISSION

page 6

Mobilisation dans les universités : mai 68 – mai 2018 ?

La loi Orientation et réussite des étudiants (ORE) et le dispositif Parcoursup instaurent une sélection à l'entrée de l'université. Du point de vue du gouvernement l'équation est claire : pendant la dernière décennie, les facs ont été essorées, l'autonomie (loi LRU de 2007) ayant servi de paravent à une baisse des budgets (postes « gelés », donc, non renouvelés, précarité généralisée, management inspiré du privé) ; en parallèle, le baby-boom de l'an 2000 annonce l'arrivée d'un nombre accru d'étudiant•es dans l'enseignement supérieur. Le choix étant posé entre une augmentation des moyens et des capacités d'accueil ou la sélection à l'entrée, le gouvernement Macron a choisi... dans la lignée de ses prédécesseurs.

L'avant-dernière tentative d'instaurer la sélection, c'était... en avril 1968. La dernière tentative remonte à la loi Devaquet, en 1986, qui avait conduit à un mouvement massif des étudiant•es et lycéen•nes, puis à l'abrogation de la loi. En un peu plus de 30 années, le contexte a cependant changé. Le nombre de bachelier•es, donc, de jeunes susceptibles d'accéder à l'enseignement supérieur, a explosé, mais les filières sélectives également (IUT, classes prépas, écoles...). Sauf dans les disciplines où l'université reste la voie principale, voire exclusive (médecine, sciences humaines et sociales, droit...), pour beaucoup de lycéen•nes, la fac semble être un pis-aller et le rejet de la sélection n'apparaît pas comme une évidence. Malgré les efforts des plus actifs, la mobilisation de 2018 est ainsi restée pour l'essentiel contingentée à quelques dizaines de campus universitaires, sans parvenir à mordre chez les lycéen•nes, pourtant premiers concernés.

La bataille contre la sélection à l'entrée de l'université est conduite par des étudiant•es pour qui l'entrée à l'université ne se pose plus. C'est d'une certaine manière une lutte de principe. C'est la lutte pour l'accès au savoir pour toutes et tous, dont on sait qu'il est bien mis à mal par les inégalités sociales et culturelles et que la loi ORE, conjointement à la réforme du baccalauréat, ne peut que renforcer. C'est la lutte pour une société où nos vies ne seraient pas seulement régies par la rentabilité et l'employabilité mais où d'autres valeurs primeraient, dont certaines sont traditionnellement portées par l'université. C'est donc une lutte très politique dont l'enjeu ne se réduit pas à un logiciel de tri de dossiers : profondément idéologique, en partie symbolique avec la résonance du cinquantenaire de Mai 68, elle rejoint d'autres combats portés en ce moment face aux attaques tous azimuts du gouvernement, en défense des services publics (cheminots, postiers, hospitaliers) ou de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Conséquence de cela, la lutte étudiante est, jusqu'ici du moins, une lutte minoritaire. On est à l'opposé de la mobilisation massive de 2006 contre le CPE, qui avait donné lieu à des manifestations monstres, avec un très fort soutien populaire. La modalité du blocage avec occupation, qui avait permis de faire grossir les rangs des manifestant•es en 2006, s'accompagne d'une démobilisation massive des étudiant•es en 2018. Sauf quelques campus (à Rennes notamment), où plusieurs milliers d'étudiant•es participent aux AG, elles tournent ailleurs autour du millier ou de quelques centaines, tandis que les manifestations comme les occupations ne dépassent pas la centaine de participant•es. Bien que parfois légitimés par des votes re-

lativement massifs en AG, les blocages et occupations ne sont souvent portés que par quelques dizaines de jeunes. Et à la différence de la mobilisation de 2009 contre les premiers effets de la loi LRU, les personnels sont en 2018 très peu mobilisés aux côtés des étudiant•es.

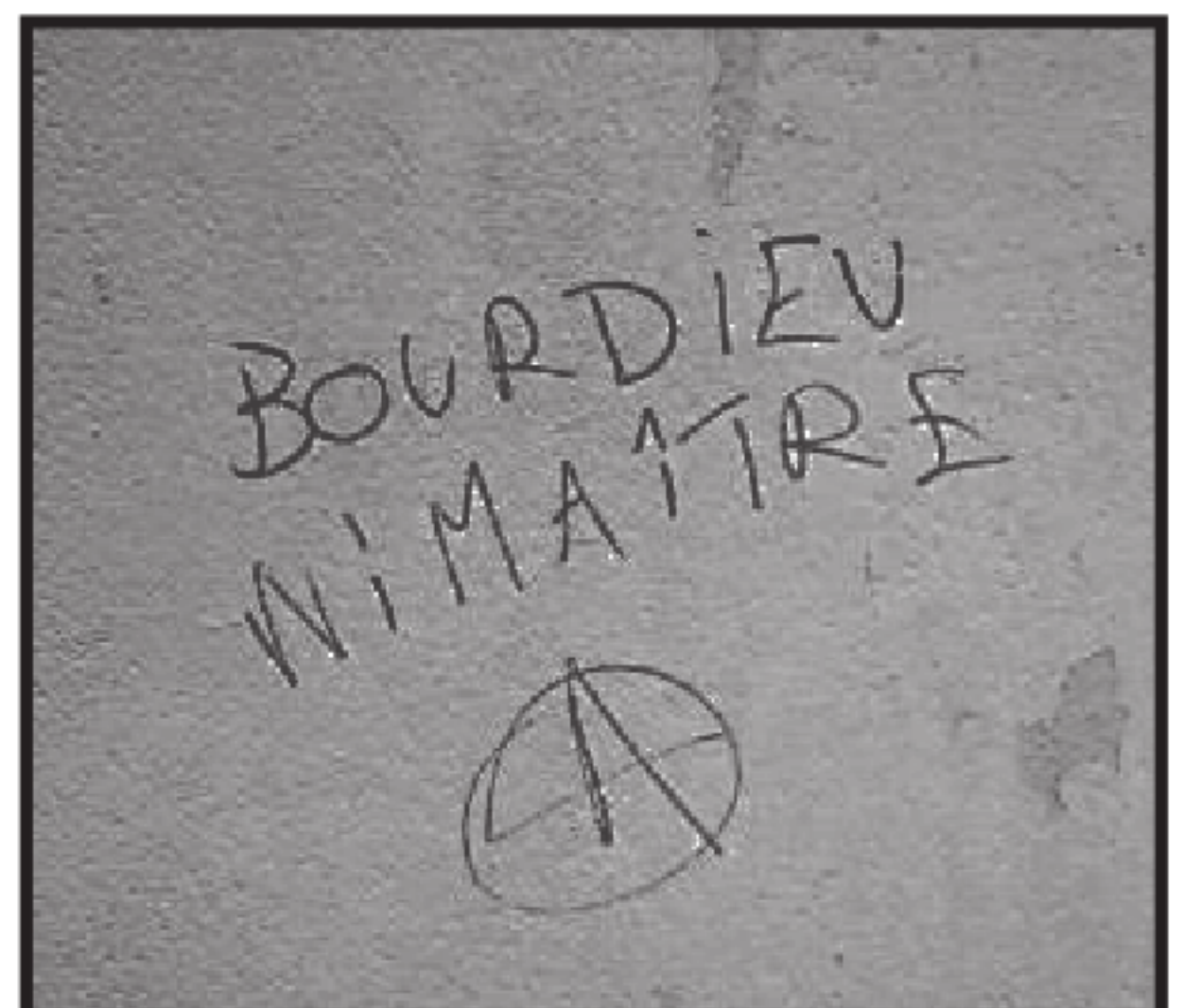
La teneur politique de la mobilisation n'est pas sans lien avec ce qui mûrit dans le pays. En 2017, dans la lutte contre la loi Travail, le « cortège de tête » a vu la convergence d'une fraction de la jeunesse avec des syndicalistes et des travailleurs désireux d'en découdre sans attendre les consignes des appareils syndicaux. Des milliers de personnes ont convergé ailleurs dans les luttes contre les grands projets inutiles ou dangereux (NDDL, Bure...), le plus souvent en rupture radicale avec les stratégies politiques. Quand Macron s'en prend une nouvelle fois aux milieux populaires, en instaurant la sélection à l'entrée de l'université, la fraction de la jeunesse qui s'est politisée dans les luttes des dernières années est aux avant-postes, parfaitement consciente que derrière la réforme, c'est un modèle de société, « son monde », qu'il faut rejeter.

Le gouvernement, lui, ne s'y trompe pas : il veut en finir. Il envoie donc les CRS déloger violemment les occupant•es des universités, comme à Tolbiac le 20 avril, avec l'aimable autorisation de présidents d'université soucieux d'assurer le retour à la normale. Au passage, les groupuscules fascistes se réveillent et passent également à l'acte contre les étudiant•es mobilisé•es, comme on l'a vu à Montpellier, Strasbourg ou Lille, confirmant qu'ils se situent comme toujours dans le camp de l'ordre et des riches.

À user ainsi de violence et de répression contre les étudiant•es, contre les zadistes et contre les travailleur•ses en lutte, Macron travaille malgré lui à cette « coagulation » des luttes qu'il dénonçait comme illusoire dans une de ses récentes interviews. Mai 2018 ne sera pas Mai 68, mais ce qui continue de mûrir dans le pays finira par lui faire ravalier sa morgue, ainsi qu'à tous ceux qui le soutiennent. C'est du moins à cela qu'il faut œuvrer.

Léo P. **R**

(Le 23 avril 2018.)



Retour sur l'intervention policière du 25 avril à la fac de lettres de Nancy

« Cette génération est résignée. Partout, elle sonne la retraite et ce message a tant circulé que ses effets retombent sur les innocents. » Thoreau

Révoltez-vous !

CONTRE la sélection et son monde
CONTRE l'exploitation au tiers-monde
CONTRE les dominations (sexisme, racisme, homophobie...)
CONTRE le franc CFA (monnaie coloniale encore actuelle)

POUR une fac autogérée
POUR l'émancipation intellectuelle
POUR des projections sur l'autogestion
POUR une fédération des universités en lutte

L'université populaire du sapin Nancy II :
- affirme son opposition à la fermeture administrative du Campus Lettres et Sciences Humaines et dénonce la violence utilisée par les CDI (équivalents départementaux des CRS) pour déloger les étudiant-e-s mobilisé-e-s.
- dénonce l'arrestation injustifiée et orchestrée de deux de nos camarades.
- affirme son soutien à notre camarade retenu 11h en garde à vue, contre qui une procédure a été engagée.
Avant l'intervention, le campus était occupé par des étudiant-e-s mobilisé-e-s depuis le 22 mars, accessible à tou-te-s, sans barricades. Des activités, conférences et ateliers, étaient organisées et ouvertes au grand public tous les jours.

La fermeture administrative, qu'est ce donc ?

Depuis ce matin le campus est inaccessible, gardé par des dizaines de vigiles et policiers. Plus personne ne pourra y rentrer sous peine d'être directement interpellé. Cela signifie aussi : la délocalisation du service de courrier, plus aucune activité sur le campus, incluant le CNRS. L'administration du campus revient au Préfet non plus au président.

L'intervention policière, comment était-ce ?

Une cinquantaine de CDI en armure (matraques, boucliers, bélier et gazeuses) et des membres de la BAC, obéissant aux ordres de notre cher président P. Mutzenhardt face à des étudiant-e-s mobilisé-e-s pacifiques. Dans cette volonté de rester uni-e-s et non violent-e-s, nous avons fait une chaîne humaine et nous avons chanté nos propres chansons. 2 à 4 CRS par personne, qui nous détachaient. Les étudiant-e-s ont été trainé-e-s au sol jusqu'à l'entrée de l'université où un contrôle d'identité a été effectué. Les étudiant-e-s ont été poussé-e-s, certain-e-s même soulevé-e-s de terre par leurs vêtements car ils n'avançaient pas assez vite au goût des policiers. Le président de l'université a remis en cause notre démarche pacifique, avec les sacs de pierres retrouvés sur le campus, nous soulignons simplement qu'aucun jet de pierre n'a été à déplorer.

« Personne n'a résisté sauf un bloqueur, qui aurait donné un coup de pied et proféré des injures. Il a été interpellé pour outrage et rébellion » déclare L'Est Républicain, qui n'était pas présent lors de l'intervention. La personne interpellée était pourtant totalement pacifique, elle est restée calme malgré la violence exercée sur elle : quatre CRS qui l'agrippent, la traînent puis la plaquent au sol.

Les étudiant-e-s de l'université populaire du sapin Nancy II.

Manif-est.info Nancy Publié le 27 avril 2018

Lettre ouverte

Lettre ouverte d'une enseignante-chercheuse aux enseignant.e.s des universités en lutte en général (et à ceux de Nancy en particulier)

C'est un.e paire qui vous écrit. Cela ne donnera sûrement pas beaucoup de crédit à ce qui va suivre, mais c'est une tentative :

Qui que nous soyons, quoique nous pensions de la loi ORE, si même nous en pensons quelque chose et si tant est que l'enjeu ne se réduise qu'à cela,

On aurait pu s'attendre, peut-être naïvement, à nous voir un peu plus sur le campus de la fac des lettres de Nancy par exemple, depuis son « blocage », le 22 mars, Et ce, d'autant qu'un début d'université populaire, depuis baptisée Université Populaire du Sapin, s'est mis en place, et n'a cessé de croître et de s'étendre jusqu'au (temporaire ?) coup d'arrêt du 25 avril 2018 avec l'entrée des forces de l'ordre sur le campus.



On aurait pu espérer que nous vinssions y proposer éventuellement quelques cours ou ateliers qui nous auraient tenu à cœur, sortant peut-être de nos programmes habituels, pour continuer à prodiguer notre savoir, sous un autre format, dans un autre climat. On aurait pu penser que nous nous serions saisis de cette opportunité pour réfléchir à ce que l'on peut attendre, vouloir, espérer de ce lieu qu'est l'université (lieu dont par ailleurs, depuis quelques années, nous ne cessons de déplorer la baisse des moyens, des « niveaux », de l'intérêt), et pour commencer à expérimenter ces réflexions, en profitant de ce mouvement, que nous l'approuvions ou non dans sa forme ou dans ses revendications.

On aurait pu penser que nous, qui sommes attachés aux mots de « transmission », de « formation », nous nous

serions emparés de cette occasion pour transmettre enfin ce qui nous semblait important à dire.

Tout cela on aurait pu l'espérer, on l'espère encore, et cela n'est pourtant presque jamais arrivé.

Que doit-on en conclure ?

Que nous n'avons dans le fond rien à transmettre ? Rien envie de transmettre ? Que tous ces beaux discours ne sont que vent ?

Mais quel monde préparons-nous alors si nous ne transmettons plus rien ? Préparons-nous même un monde, quand, en des occasions aussi ouvertes, chacun reste chez soi, silencieux, sans discours aucun à tenir ?

Que doit-on espérer ?

Que les choses s'embrasent encore davantage, qu'il y ait des morts du côté étudiant, ou que l'on touche à notre statut, pour qu'enfin nous nous sentions nous aussi touchés au cœur ?

Pour qu'enfin la routine et le confort n'aient plus aucun sens et que nous soyons en mesure de les quitter, Pour que la vie vivante arrive jusqu'à nous ?

À moins que de ce côté-ci du monde, il n'y ait définitivement plus rien à espérer ?

N'avons-nous donc rien à dire, rien d'autre à faire qu'à attendre le début de la session d'examens, pour les faire passer, comme si de rien n'était, comme si l'université n'avait pas été « libérée » par les forces de l'ordre à la demande de son président il y a quelques jours ?

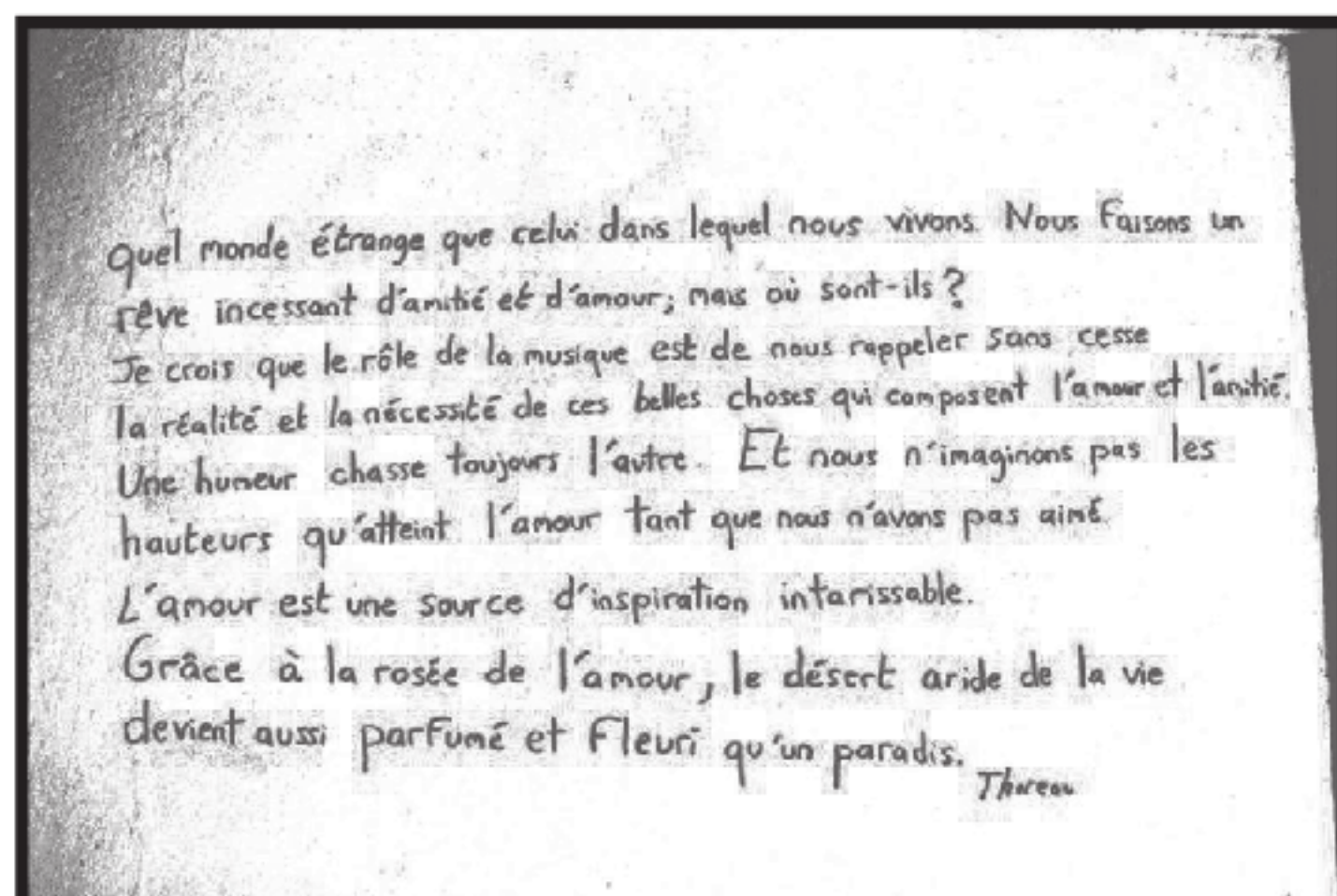
Ne s'est-il rien passé ? Ne doit-il rien se passer ?

Sommes-nous encore vivants ?

Ne pourrions-nous pas enfin sortir de notre silence, nous grouper, plutôt que de rester quelques un.e.s à se sentir honteux.ses de faire partie de ce corps silencieux et endormi des enseignant.e.s-chercheurs.ses ?

Qui iront voir ailleurs si la vie n'y serait pas.

Publié sur <https://bloquetafac.noblogs.org/>



Illustrations : sur les murs de la fac de Lettres occupée.

SAMEDI 16 JUIN 2018 À BAR-LE-DUC UNE JOURNÉE CONTRE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

LA FORÊT
S'INVITE
EN VILLE !

BURE À BAR...
...ILS VONT
VOIR À QUEL BOIS
ON CAR-BURE !



MJC des 3 Maisons :

La position du démissionnaire

RésisteR ! s'est plusieurs fois fait l'écho des actions du Collectif Nos3Maisons et de la lutte pour sauver l'ancienne école. Nous avons appris que Dominique F., membre du Collectif, qui avait été élu co-président de la MJC, avait démissionné récemment. Nous sommes allés à sa rencontre.

RésisteR! : Bonjour Dominique, nous avons appris que tu as démissionné de ton poste de co-président de la MJC des 3 Maisons. Pourquoi ?

D.F. : Pourquoi ? C'est compliqué à expliquer en une seule phrase... L'impression d'être dans une impasse... [un silence] de me battre contre des moulins à vent, une profonde lassitude aussi. Mais, peut-être vaudrait-il mieux commencer par le commencement.

R! : C'est-à-dire ?

D.F. : Par ce qui a fait que je suis devenu co-président, pourquoi j'ai accepté de prendre cette responsabilité. J'ai été élu au conseil d'administration de la MJC en juin dernier en affichant clairement que je faisais partie du Collectif Nos3Maisons. J'avais proposé lors de la réunion de constitution du bureau que tous les membres du conseil d'administration soient co-présidents, cette volonté de créer une forme d'horizontalité ayant été rejetée et nous nous sommes accordés sur une présidence en triumvirat. Comme aucun membre du Collectif ne voulait être co-président, j'ai pris cette charge.

R! : Et ensuite ?

D.F. Ensuite, il y a eu très rapidement deux événements qui ont été ressentis comme des victoires. À savoir le remplacement de Patrick Baudot, au poste d'adjoint chargé de la Jeunesse et des Sports et l'annonce par la mairie que l'ancienne école ne serait pas détruite et qu'une concertation allait être lancée.

R! : Ce n'était pas des victoires ?

D.F. : J'en doute presque maintenant. Et, un peu ironique, je dirais presque : « Au secours ! Patrick, revient ! »

R! : Vraiment !

D.F. : Non, mais quand on a un interlocuteur aussi fermé à la discussion, il est plus facile de mobiliser. C'est comme ça... Mais bon !, je ne vais pas regretter son départ.

R! : Et la concertation ?

D.F. : En soi, cela pouvait être une bonne chose, mais le processus de concertation est tellement lent : on a eu trois réunions depuis la rentrée de septembre dernier ! Cette dissolution du temps est particulièrement démobilisatrice et en même temps génère des frustrations. Ça n'avance pas, quoi ! Même s'il y a des choses qui se font...

R! : Tout ça, c'est plus les relations avec la mairie, c'est là la raison de ta démission ?

D.F. : Non, bien sûr, mais c'est un contexte global qui explique cette décision. Nous avons été élus pour sauver l'ancienne

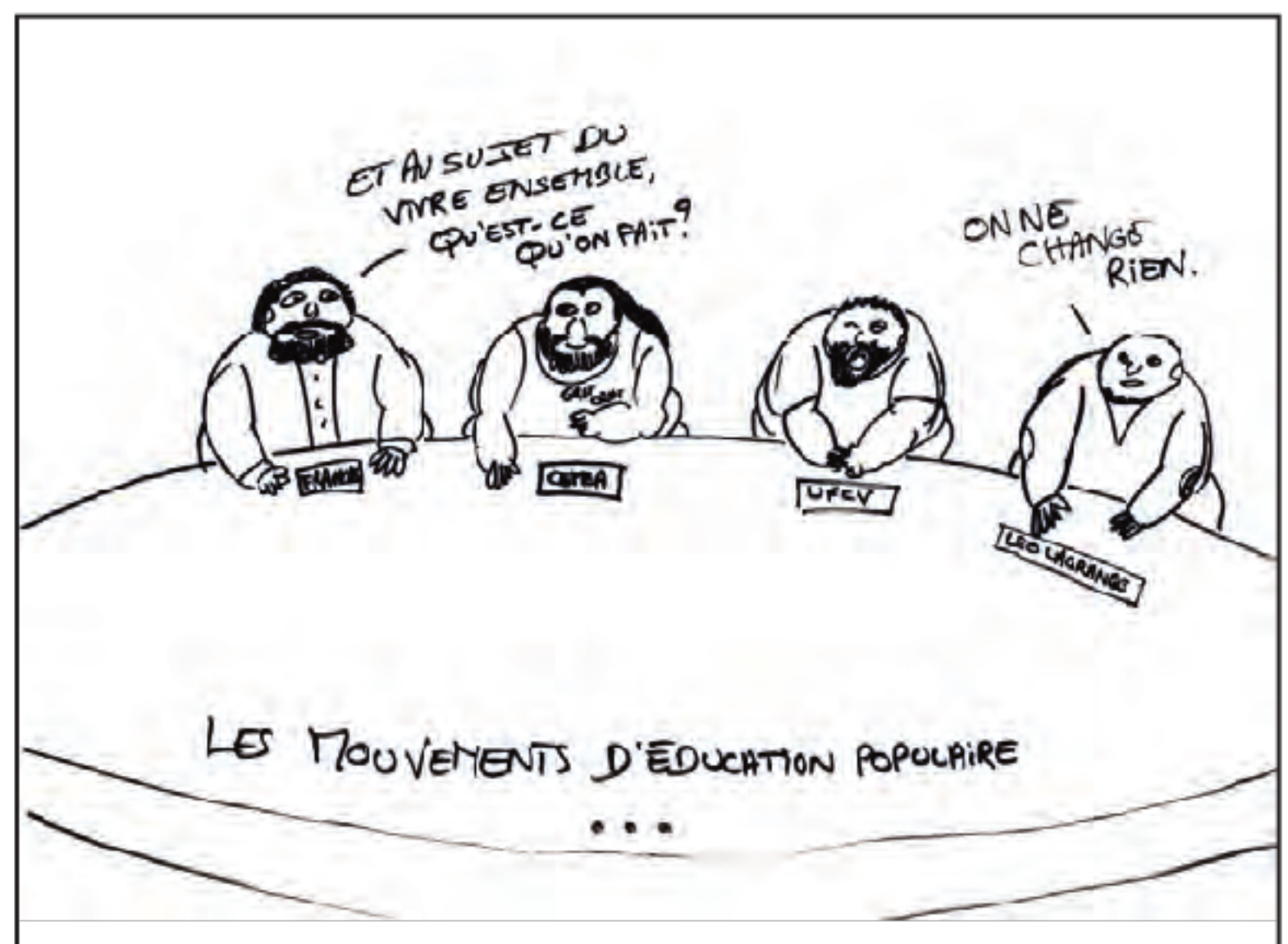
école, mais aussi pour tenter de faire évoluer le fonctionnement démocratique de la MJC. Là encore, nous n'avons remporté que des demi-victoires. Nous avons réussi à imposer le fonctionnement d'un bureau présidé par trois personnes, mais dans les faits, la collégialité que cela impliquait n'a pas existé. Et même, cela a eu tendance à évoluer vers un fonctionnement avec un président et deux vice-présidents...

R! : Oui, mais vous étiez tout de même un certain nombre du Collectif au conseil d'administration, vous pouviez donc faire entendre votre voix. Un président d'association ne décide pas seul, non ?

D.F. : Effectivement. Là, on touche un point assez douloureux. En fait, le Collectif, comme tout groupe est traversé par différentes tendances. Et au conseil d'administration, certains ont vite accepté leur rôle d'administrateur responsable, trop responsable même. Du coup, ils ont été dans une attitude très peu combative, cherchant absolument la conciliation et l'apaisement. Le consensus, cela peut être une bonne chose, si c'est construit, si c'est le résultat d'un processus. Or, là on avait des gens qui cherchaient le consensus avant même d'exposer leurs dissensus.

R! : Avec comme conséquences ?

D.F. : Avec comme conséquences que toute parole non consensuelle était prise comme une agression, car enfin nous sommes entre gens sympathiques, nous sommes tous gentils...



R! : Et je suppose que tu as joué le méchant petit canard ?

D.F. : Oui. Puisque demander des explications, faire des remarques sur des dysfonctionnements, c'est progressivement être devenu un chieur. Sans compter que ces derniers temps, se sont ajoutées les « tensions » que, selon leurs dires, ressentait les salariés du fait des divergences entre certains membres du CA et les membres du Collectif... De sauveurs de l'ancienne école, nous sommes devenus des fouteurs de merde !

R! : Tu dois être assez amer ?

D.F. : En fait, je pense que nous avons surtout été naïfs, nous avons cru que nous pouvions faire évoluer la structure en prenant des responsabilités à l'intérieur. Or, ou l'on se coule dans le moule de la structure ou on veut en changer. Mais ce n'est pas en jouant le jeu de la structure qu'on peut la changer...

Il y a une déception aussi vis-à-vis de certains membres du CA qui ne se rendent pas compte qu'ils prétendent gérer une association d'éducation populaire et qu'ils dirigent plutôt une sorte de Club Med'. Pour eux, proposer des activités « socio-éducatives » et quelques événements, c'est ça l'éducation populaire.

R! : De qui parles-tu quand tu dis « ils » ? Et n'est-ce pas un peu fort.

D.F. : Pardon !, je parle à la fois des salariés et de la majorité du CA. Bien sûr je force le trait, il y a des choses très bien à la MJC, sinon je n'aurais jamais pensé à m'y investir. Mais je voulais dire que l'éducation populaire c'est, de mon point de vue, chercher à donner à chacun le moyen de s'émanciper et pas faire uniquement de l'animation. Or, les adhérents de la structure ont tendance à être considérés comme des « usagers » par les salariés. Les consulter sur l'évolution de la structure n'a pas de sens, puisqu'« ils ne font que passer ». Demander une certaine horizontalité, une forme d'autonomie de certains espaces, est une hérésie pour eux, parce qu'« enfin nous ne refusons jamais rien à personne, nous sommes ouverts ». Etc., etc.

En fait, j'ai maintenant l'impression que les MJC sont des associations plus ou moins fantoches, qui gèrent une délégation de service public, ce sont des structures non pas associatives, mais para-publiques. Structures dans lesquelles le personnel est de fait celui qui prend les décisions, le CA a avant tout un rôle de validation. En plus, c'est totalement sclérosé. Une anecdote : les statuts de la MJC indiquent que lors de l'élection des membres du CA, l'assemblée générale doit veiller « à promouvoir la prise de responsabilité au sein de la MJC des jeunes dès 16 ans ». Je ne sais pas quelle est la moyenne d'âge des membres actuels du CA, mais elle ne doit pas être loin des 50 ans, et des jeunes de 16-17 ans, ce n'est pas vraiment ce qui court les couloirs à la MJC...

R! : Et maintenant ?

D.F. : Maintenant, il y a deux choses : d'une part, une assemblée populaire aura lieu le 22 mai et c'est elle qui décidera de la suite de l'engagement du Collectif ; d'autre part, le 28 mai, il y a une nouvelle réunion du groupe de projet, la concertation voulue par la mairie, et si nous y allons, nous proposerons peut-être de faire de l'ancienne école un lieu réellement autonome par rapport à la MJC. Nous avons, depuis longtemps, plein d'idées pour ce bâtiment. Il faut en faire une machine à rêves.

R

C'est le printemps

On avait mal compris. Entre les deux tours de la présidentielle de 2017, On nous a dit que c'était MacrOn OU Le Pen. Et On nous a dit aussi qu'en cédant un peu sur le social, On pourrait sauvegarder l'essentiel. Un peu moins de droits au travail pour sauver la démocratie.

Alors On a voté (MacrOn) et puis après... On a MacrOn ET le Pen.

On a la suite d'El

Khomri, la poursuite de la politique antisociale des socialistes ET des flics dans les facs ET la chasse aux migrant·e·s ET la possibilité de mettre leurs gosses en prison.

On a l'augmentation de la CSG sur les retraites ET un ministre de l'Intérieur qui caresse les identitaires·s·s dans le sens de la moustache. On a la journée de carence pour les fonctionnaires, la baisse des APL pour les djeunes ET le racisme d'État ET les courbettes de MacrOn devant les calotins.

Caramba, encore raté ! Les élections c'est toujours pareil : c'est un bienfait. Bien fait pour notre gueule ! Quoi qu'On vote, quoiqu'On gagne, c'est quand même perdu ! On a voté Hollande pour se débarrasser de Sarkozy, On a eu Valls et Cazeneuve. On avait voté non au traité européen : On a eu le traité européen.

Oui décidément : On est cOn.

Mais heureusement, il y a les cheminot·e·s, les étudiant·e·s, les fainéant·e·s, et l'écriture inclusive (encore que...). Heureusement, il y a les cortèges de tête, les casseurs, les casseuses, les cas soc', les cyniques et les zadistes.

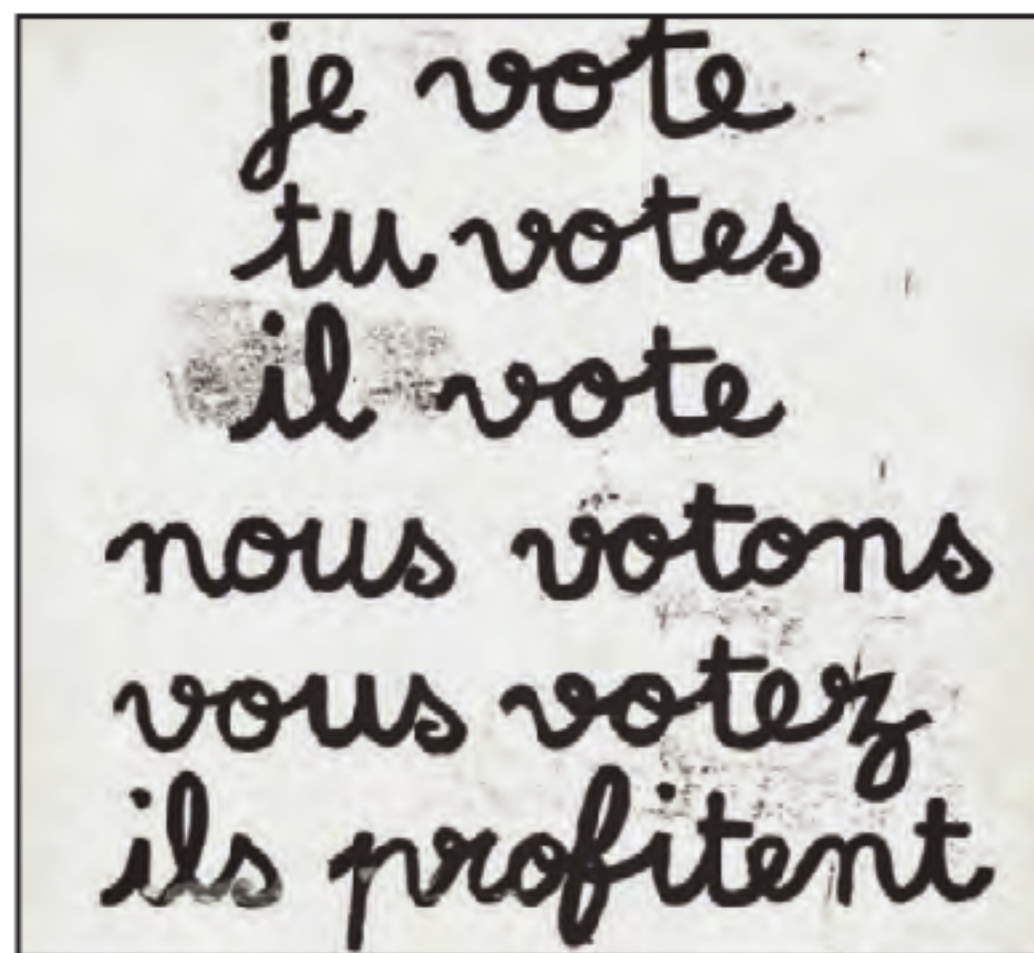
Heureusement, il y a pour nous informer les graffitis sur les murs de la ville. Ça nous change des gros titres de la presse qui n'est plus qu'une pauvre attachée de presse, ligotée à des intérêts qui la dépassent. Une pauvre attachée de presse entravée par sa dépendance aux communiqués de la préfecture.

Mais, heureusement, il y a encore ça et là quelques journalistes, il y a *Résister!*, Manif'Est et tous les autres.

Heureusement, il y a le printemps, qui est là... et les rues qui n'attendent que nous.

Heureusement, il y a la jeunesse : celle qui a fait mai 68, celle qui a défait le CPE et celle qui rêve de refaire la Commune de Paris. La jeunesse invincible, comme le printemps, celle qui bouscule les vieilles malédictions. La jeunesse qui n'a pas d'âge, car la vie n'a pas de prix. Heureusement, il y a les pavés... et dessous la plage.

Alors courage camarades, *No pasarán !*



Victor K

R

CAF, un sévise social ?

Avez-vous déjà essayé de contacter votre CAF par téléphone ? Armez-vous de patience, il faut 5 à 15 minutes avant d'avoir une personne au bout du fil, jamais la même (surtout personne d'attitré pour suivre un dossier) et le comble, c'est que pour un service public qui devrait être social, le numéro de téléphone est payant : 6 centimes d'euros la minute.

Comment font les plus pauvres, les plus démunis ? Il est probable qu'ils abandonnent et qu'ils ne touchent plus les allocations auxquelles ils pourraient prétendre.

L'histoire arrivée à un étudiant messin est édifiante. En juillet 2017, il reçoit un mail de la CAF lui demandant un justificatif de domicile, donc il scanne et envoie par l'application Internet « Mon compte CAF » (pas vraiment très pratique) les factures de gaz et d'électricité prouvant qu'il occupe toujours son appartement. En octobre, aucune allocation logement n'est versée. Il envoie donc un mail à la CAF qui, bien qu'ayant reçu les factures de gaz et d'électricité, demande à présent un justificatif de domicile pour juillet et août. Il renvoie donc les mêmes factures scannées, pour l'été cette fois-ci.

L'étudiant téléphone donc à l'agence immobilière, qui a effectivement reçu un courrier de la CAF, demandant les quittances de juillet et août 2017 (pour juillet, ils l'ont déjà, pour le mois d'août, c'est nouveau, elle n'a jamais été demandée) et, cerise sur le gâteau, une attestation que l'étudiant occupe toujours son logement depuis l'été 2017 et que le loyer est bien payé.

Il n'avait pas, lui, été avisé qu'il fallait des papiers supplémentaires, si la CAF le décide unilatéralement sans avertir le locataire par mail ou courrier : il ne pouvait pas le deviner ! Heureusement que ses parents pouvaient lui verser tous les mois l'équivalent de l'allocation logement pour payer son loyer.

Comment font les plus pauvres ? On leur demande de fournir une attestation prouvant qu'ils ont payé leur loyer sans quoi on ne peut pas leur verser leur allocation ? De qui se moque-t-on ? Les plus pauvres, si personne n'est là pour payer leur loyer, sont expulsés à la fin de la trêve hivernale, après plusieurs mois d'impayés, voilà tout.

Nous arrivons fin février. Notre étudiant, exaspéré, essaie donc de faire une réclamation par le biais de la rubrique dédiée de « Mon compte CAF », espérant avoir une réponse

rapide. Effectivement, au lieu de mettre 4 à 7 jours pour avoir une réponse, il a eu une réponse en 24 heures, qui vaut son pesant de cacahuètes :

« Bonjour Monsieur, Nous avons bien reçu votre courriel du 22/02/2018. Votre demande nécessite un examen approfondi. Une réponse vous sera apportée par un gestionnaire conseil dans les meilleurs délais. Cordialement. Algui, votre technicien conseil. »

Eh bien, trois semaines plus tard, voici la seule nouvelle reçue :

« Nous avons reçu les informations concernant votre logement. Votre dossier sera étudié prochainement. »

La CAF a bien reçu les quittances de loyer et les attestations envoyées par l'agence immobilière, mais le dossier n'est toujours pas traité. Nous sommes en avril 2018 et pas de versement depuis août 2017 !

Il y a 25 ans, il y avait à la CAF un accueil digne de ce nom, avec un guichet où l'on pouvait ramener son dossier, où quelqu'un expliquait s'il manquait un document, ce qu'il fallait faire et comment le renvoyer. Maintenant, avec le tout numérique, tout est déshumanisé, malheur à celui ou celle qui ne sait pas bien utiliser Internet et les technologies numériques – même en sachant faire, on ne s'en sort pas forcément beaucoup mieux.

L'organisation du travail est débilante, visiblement les « techniciens conseil » travaillent comme dans un centre d'appels, avec un temps limité pour chaque coup de téléphone, probablement avec la même pression. C'est un euphémisme de dire que le service rendu à l'utilisateur est insatisfaisant.



Arrive le mois de novembre : toujours aucun versement. La CAF, contactée par mail, demande à présent la quittance de loyer du mois de juillet pour réévaluer « les droits à allocation, notamment si le loyer a augmenté ». Comme il est peu probable qu'il ait diminué, il semblerait logique de maintenir l'allocation logement de l'année précédente (diminuée de 5 euros grâce à Micron).

L'étudiant contacte l'agence immobilière et renvoie la quittance de loyer de juillet, par courrier, et aussi par mail, scannée en espérant toucher enfin ses cinq mois de retard d'allocation logement...

Nous voici maintenant en 2018, au mois de janvier. Toujours rien. La CAF, relancée, répond par mail : « Nous avons contacté votre bailleur pour avoir des informations complémentaires pour la régularisation de votre dossier. » Et, bien entendu, ce n'est jamais la même personne qui répond au téléphone ou par mail, il y a seulement un prénom.

Même par téléphone, il est impossible de savoir quelles sont les informations qui manquent.

In Furore



Sa Seigneurie, la Très Haute Grandeur

« Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde », écrit Albert Camus, dans *Poésie* 44. Il en va de même avec les personnes.

Le 15 avril dernier, François Ruffin était l'invité de l'émission « Questions politiques », sur France Inter, pour répondre à une batterie de journalistes trié-e-s sur le volet – on peut le dire, la fine fleur de la profession, dont la pertinence, l'indépendance, l'honnêteté, la curiosité et l'utilité sociale devraient être récompensées sur-le-champ par une Légion d'honneur en chocolat. Quoi qu'il en soit, en attendant, au moment d'évoquer « La Fête à Macron », le 5 mai prochain, événement dont il est l'inventeur, le député de la Somme s'est plu à expliquer que « *Macron est l'incarnation d'une classe, celle de l'oligarchie, c'est le banquier de chez Rothschild – je n'en démords pas. Tous les jours, très clairement, il mène une politique au service de cette classe-là. Il a beau aller dans une école et dire qu'il n'est pas le "Président des Riches" – un mécanisme de dénégation...* »

C'en était trop pour Ali Baddou, l'animateur des débats, en plein trépignement devant la bonnette rouge de son micro. Il finit par interrompre la logorrhée de l'insolent insoumis. Il reprit avec exaltation la défense *pro domo* de Macron, disant sans détachement et avec autorité qu'« *il est le "Président de tous les Français"* ». Très fier de son effet, le petit soldat du journalisme porta à Ruffin l'estocade : « *C'est votre Président, aussi, donc !* » Ce que l'impétrant finit par admettre, penaud et peiné.

Eh bien non ! Macron n'est pas le « Président des Français », mais le « président de la République française », ce qui est peut-être beaucoup et même déjà trop. La différence n'est pas une nuance. Les habitant-e-s de ce pays ne sont pas les sujets de cet individu – désignation qu'aiment employer les pandores –, fût-il élu dans un fauteuil à l'issue d'un incroyable et malheureux concours de circonstances. Les habitant-e-s de ce pays sont des citoyen-ne-s, réputé-e-s non serviles, quoi qu'en disent les services zélés du protocole.

Qu'il est bon de rappeler que « *les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits* » et que « *les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* », ainsi que le stipule l'article Premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, inscrite dans le préambule de la constitution de la V^e République. Qu'il est triste, en revanche, de contempler la façon dont ce si simple principe est si mal appliqué.

Macron n'est pas le Président des Français. Cela ne l'empêche pas d'être le détenteur de titres et de prérogatives qui permettent malgré tout de situer l'importance historique, voire universelle, du personnage, grâce à sa pensée hyper complexe et aussi au fait qu'il parle couramment l'anglais des affaires. En tant que président de la République, il est de plein droit le grand maître de l'ordre national du Mérite et de celui de la Légion d'honneur : à ce titre, il a été élevé à la dignité de Grand-Croix, une coterie où il côtoie Vladimir Poutine, Albert II Grimaldi, Philippe VI Borbón y Grecia, Mohammed VI et Bachar al-Assad (jusqu'au 19 avril 2018, pour ce dernier...).

Lors de l'interview que l'Élysée a co-organisée avec TF1, le 12 avril, en pleine fanfaronnade, véritable petit fayot en passe d'obtenir quelques bons points ou d'améliorer



son image, l'élève Macron a expliqué à Jean-Pierre Pernaut, maître d'école de céans, pour l'occasion, qu'il n'était pas le « Président des Riches ». Celui qui n'hésite pas à se prendre pour une étoile a juré – nom de Zeus ! – que « *les riches n'ont pas besoin de Président, ils se défendent très bien tout seuls* ». Certes, mais alors on se demande pourquoi le Phare de la pensée libérale leur fait autant de cadeaux fiscaux et de grosses gâteries (baisse de l'ISF, *flat tax* sur les revenus du capital, etc.). En répondant ainsi, le Génie des carpettes du capital ne nie pas les gestes accomplis en direction de l'élite économique. Il marque manifestement son dépit : les heureux propriétaires ne sont pas près de rendre la monnaie de sa pièce à leur Bienfaiteur tout courbé et tout révérencieux, par exemple en investissant les sommes qu'ils ont opportunément économisées dans des activités pourvoyeuses d'emploi. Il faut vraiment que l'Arrogant soit idiot pour croire à des choses pareilles. À moins qu'il ne fasse semblant. Le chômage et son cortège de misères ne sont tout simplement pas le problème des nantis.

Quant aux « *gens qui ne sont rien* », aux fouteurs de bordel, aux fainéant-e-s et aux cyniques, aux derniers de cordées, aux inutiles, aux incapables, aux illettrés des abattoirs Gad, dans la Bretagne profonde, aux porteurs mal rasés de T-shirt froissés, aux dérouté-e-s de la joie de vivre, aux va-nu-pieds et aux sans-dents, ils/elles peuvent toujours aller se rhabiller à la soupe populaire. Dans ce succédané d'Ancien régime, où les trois ordres ont été remplacés par des classes économiques sous la domination de la bourgeoisie, à son seul profit, Macron est assurément le Méprisant de la République.

Piéro



Pas très catholique... ce Macron !

Ce matin-là, devant mon ordi, je stresse. J'ai la pression. De sites en sites, les informations diffèrent. Laquelle est la bonne ? Celui-ci dit entre 32 °C et 38 °C, celui-là m'indique entre 34 °C et 37 °C et ce dernier réduit la chaleur entre 33 °C et 35 °C ! Des minutes interminables défilent. Un grand moment de solitude m'envahit. Mais enfin, qui pourra répondre à cette question existentielle : à quel degré doit être l'eau de mon jacuzzi ?

Je m'acharne à trouver LA réponse précise, tout en écoutant d'une oreille distraite France Inter. Le single des actualités me fait lever le nez. Résigné, je m'attends à entendre les infos habituelles : avant la litanie des cours de la Bourse, qui n'intéresse plus personne, l'annonce des titres me fait frémir : « l'affaire du petit Grégory rebondit », « la princesse Trucmuche pleure la disparition de son chat » ou, plus politique, « le candidat Machin veut rassembler la gôôôche ! »

Surprise ! Le journal ouvre par cette déclaration urbi et orbi de l'homme en blanc, depuis Rome : « Accueil des migrants, les catholiques doivent montrer l'exemple ! » Nom de Zeus, par Jupiter, mon sang de parpaillot ne fait qu'un tour. Ah ça non, il n'est pas dit que je serais en reste. Je saisis mon téléphone et je compose le numéro de Lulu. Lulu est un camarade de longue date qui partage avec moi des idées de partage et de solidarité. Je ne connais à Lulu qu'un seul défaut. S'il ne croit plus à un sauveur suprême de forme humaine, il n'a pas renoncé à croire à un sauveur divin ! Lui qui fréquente les institutions religieuses de sa secte saura me filer une adresse, un contact pour rencontrer un migrant, pour en savoir davantage sur ces protégés du grand-père blanc.

« Allô, Lulu, je voudrais rencontrer un migrant. Tu dois bien connaître un contact ou une adresse...

— Ah bah ça, t'as du bol Léon. Je suis invité à manger ce soir chez René, qui héberge justement Brahim, un jeune Malien musulman. Accompagne-moi !

— Avec plaisir ! Mais ne me dis pas que René est devenu Catho ?

— Mais non, à 60 ans il est toujours ce gauchiste que tu as connu ! »

Le soir même je me retrouve à la table de René sur laquelle trône sa fidèle bouteille de pastis. Pour la

première fois et à mon grand étonnement une bouteille de Coca-Cola semble la provoquer.

« C'est pour Brahim. Un, il vient juste d'avoir dix-huit ans et, deuzio, en bon musulman, il ne boit pas d'alcool ! », se justifie René en appelant de sa voix forte : « Brahim, à table ! »

Quelques instants plus tard, Brahim nous rejoint. Il est grand ce migrant ! Noir, bien noir ! Un large sourire éclaire son visage quand il me dit bonjour. Quand je lui annonce le but de ma visite et mon intention d'écrire un article sur lui et son parcours, son visage se ferme. Tout en secouant négativement sa tête aux beaux cheveux crépus, il me répond : « Non, je ne le désire pas ! »

Au cours du repas, René m'explique que RESF Nancy (Réseau École Sans Frontières) a « récupéré » Brahim à la gare de Nancy, il y a quelques jours, le lendemain de ses dix-huit ans. Il sortait d'un centre d'accueil pour mineurs, géré par le conseil départemental de Meurthe-et-Moselle. Aujourd'hui, une avocate de RESF engage, sans trop d'espoir, une procédure de régularisation. Les péripéties de son parcours, depuis son départ du Mali, justifient la prudence de Brahim à se mettre en avant, ce que j'admets.

René et Lulu ne supportent pas la fumée. À la fin du repas je sors seul de la maison griller une « bonne cancéreuse » ! À ma surprise, Brahim me rejoint : « Je veux bien te parler. Si tu écris sur moi, ne donne pas de renseignements précis, oui ? »

Je m'y engage et je ne vous livrerai qu'un aperçu de ma rencontre avec Brahim... qui n'est pas son prénom, vous vous en doutiez ! Si la langue officielle du Mali est toujours le français, le bambara est la langue la plus utilisée par le peuple non scolarisé. Je suis d'autant plus surpris par sa qualité d'expression de la langue française et par sa volonté de l'améliorer.

Le Mali est un pays d'Afrique de l'Ouest, frontalier de la Mauritanie et de l'Algérie au nord, du Niger à l'est, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire au sud, de la Guinée au sud-ouest et du Sénégal à l'ouest. Ancienne colonie française du Soudan français, le Mali est devenu indépendant le 22 septembre 1960, après l'éclatement de la Fédération du Mali regroupant le Sénégal et la République soudanaise.



Sa devise est « un peuple, un but, une foi » et son drapeau est constitué de trois bandes verticales, verte, jaune et rouge. Il compte aujourd'hui environ 15 millions d'habitants. Le Mali est un pays en développement, avec 65 % de son territoire en région désertique ou semi-désertique. L'activité économique est surtout limitée autour de la région fluviale irriguée par le fleuve Niger. Environ 10 % de la population est nomade et environ 80 % travaillent dans l'agriculture ou la pêche. Le Mali dépend en grande partie de l'aide étrangère. [Wikipédia.]

Brahim a vécu son enfance dans un petit village au sud de Bamako, la capitale. Très jeune son père décède de maladie (l'espérance de vie des hommes est de 43 ans). Son oncle, déjà « chef de maison », devient son beau-père. Les relations sont tendues, surtout depuis qu'il a marié de force sa sœur à un homme fumeur, alcoolique et violent. Il a une quinzaine d'années quand sa mère meurt elle aussi de maladie. Son beau-père accentue encore son autorité. Il contraint Brahim à garder son troupeau de 25 moutons. Un jour, Brahim ne revient à la maison qu'avec 24 moutons. Son beau-père l'accuse d'en avoir vendu un et le menace de mort s'il ne le ramène pas. Brahim retrouve le mouton égaré... mortellement blessé. Il décide de s'enfuir pour échapper à la mort, pour fuir la pauvreté et le chômage.

Son périple commence et durera plusieurs mois avant son arrivée à Nancy. Sans argent, sa survie est liée à de petits boulots, de solidarité et du hasard des rencontres et des amitiés qu'il liera. Il séjourne quelques mois à Bamako, traverse le Niger pour atteindre la Libye. Puis ce sera la traversée de la Méditerranée à bord d'un zodiac surchargé. Avant l'embarquement Brahim tentera de refuser de monter à bord de cette grande bouée. Il ne veut pas affronter cette mer qu'il ne connaît pas et qu'il craint. On lui dit que c'est l'embarquement ou la

mort ! Il choisit de vivre. Quelques heures plus tard, en pleine mer houleuse, sans eau et sans nourriture, lui et ses compagnons de misère pensent qu'ils vont mourir ! C'est alors qu'un bateau viendra les sauver et les conduire en Italie. De là, en échappant par mille combines aux contrôleurs, il empruntera le train pour Paris. Accompagné d'un camarade d'infortune, il prendra le TGV « à titre gratuit » et se retrouve à Nancy... Nancy dont il ignorait l'existence il y a quelques mois encore. À nouveau seul et sans pognon, Il se rend à la police. Celle-ci, sans violence, voire avec amabilité, le conduira dans un centre de réfugiés pour mineurs à NeuNeu, puis à Pixérécourt, pour quelques mois. Indésirable à sa majorité, RESF le prend en charge et le confiera à René. Voilà, en quelques lignes, le parcours de Brahim, que partage un certain nombre de migrants d'Afrique et d'ailleurs ! René me confie que certains jours Brahim est triste. Il lit dans son regard et dans son attitude pourtant si joviale et positive une lumière éteinte. Brahim a le cafard, tout en conservant l'espoir qu'un jour il puisse gagner suffisamment d'argent pour faire venir sa sœur et ses deux enfants, à défaut de pouvoir vivre « normalement » dans son pays plutôt que d'essayer d'y survivre !

L'espoir de Brahim se réalisera-t-il ? Possible, si l'État s'en donne les moyens et si la volonté politique existe. Malheureusement, je n'ai jamais trouvé à Macron un air « très catholique » ni même très soucieux du bonheur de l'Humanité quand elle ne se fait pas par les armes. Que Macron se foute des consignes de l'homme en robe blanche de Rome, soit, mais quand un Trump se félicite de partager les mêmes valeurs d'intransigeance vis-à-vis de l'immigration, cela m'inquiète. Que dire de la loi Asile et Immigration, qui la durcit ? France, terre d'accueil, une vieille réalité ? Je ne le sais pas, comme je ne sais toujours pas... la température idéale de mon jacuzzi !

Léon De Ryel



Cercles de silence

Nancy
samedi 26 mai
Place Stanislas
à 15 h

Pont à Mousson
samedi 12 juin
Place Duroc
à 10 h 30

le 1er mai

10h30 place Dombasle
manif,
grève générale,
révolution...

le 22 mai

Nos 3 Maisons
assemblée populaire
à 18h30 à l'ancienne école

le 22 mai

Grève de la
fonction publique

le 16 juin

BURE S'INVITE À BAR !

ielles vont voir à quel bois on carbure !

Grande marche festive, tables rondes,
marché paysan, chorale, auberge espagnole...

grève des cheminots :

3 avril, 4 avril, 8 avril, 9 avril, 13 avril, 14 avril, 18 avril, 19 avril, 23 avril, 24 avril, 28 avril, 29 avril, 3 mai,
4 mai, 8 mai, 9 mai, 13 mai, 14 mai, 18 mai, 19 mai, 23 mai, 24 mai, 28 mai,
29 mai, 2 juin, 3 juin, 7 juin, 8 juin, 12 juin, 13 juin, 17 juin, 18 juin, 22 juin, 23 juin, 27 juin, 28 juin

caisses de soutien : <https://www.leetchi.com/fr/Cagnotte/31978353/a8a95db7>
<https://www.lepotcommun.fr/pot/qwgkeart>

prochain numéro : Résister! #56

redaction@crr54.lautre.net

Comité de rédaction : 04/06/2018 - Date limite d'envoi des articles : 03/06/2018

Points de dépôt :

- * Croc'us - 137, rue Mac Mahon - Nancy
- * Vêt Ethic - 33 rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy

* Tabac Merlin - 58, rue Isabey - Nancy

* Quartier Libre - 11 Grande Rue - Nancy

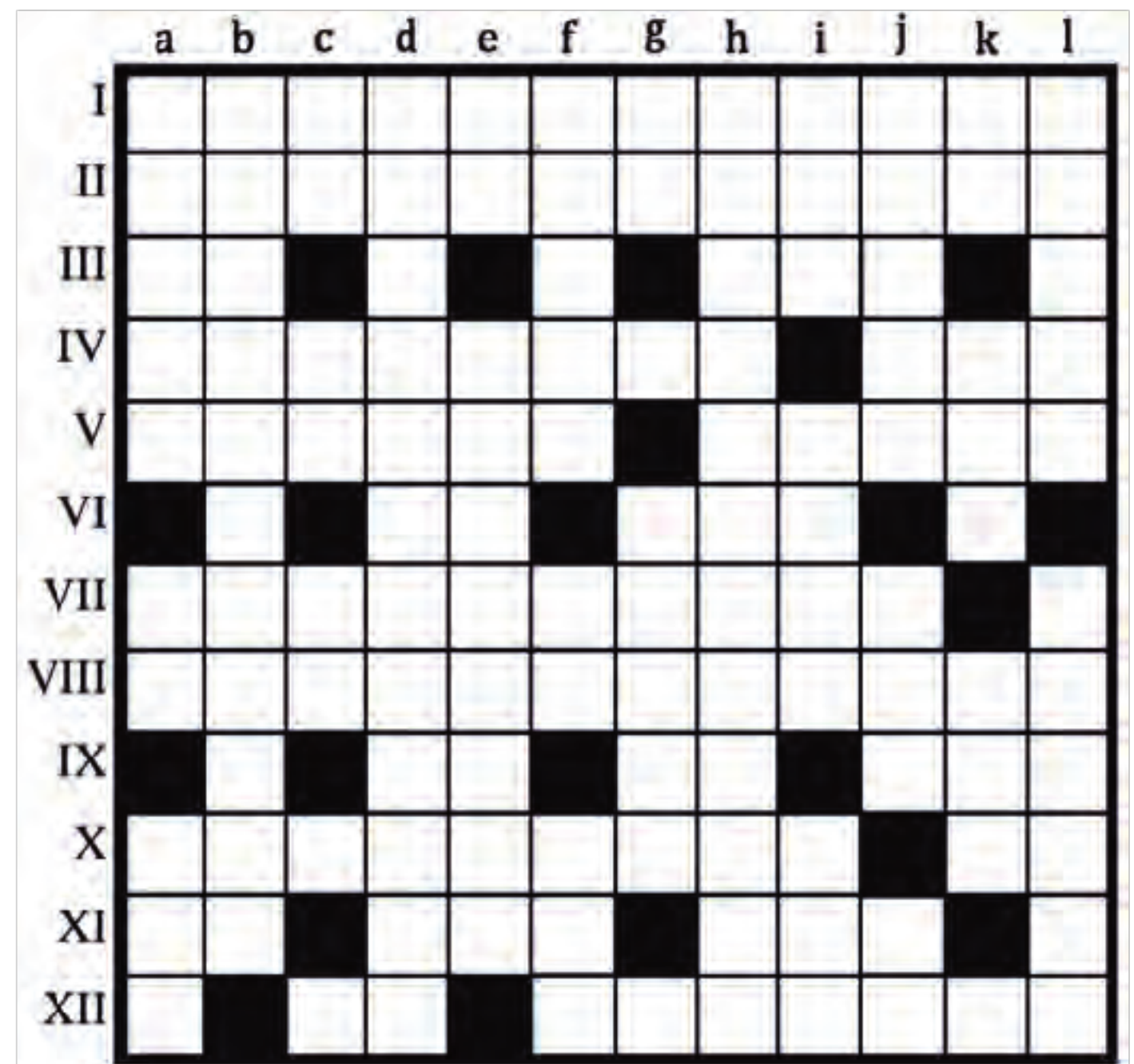
Les Mots croisés de JLM

Horizontalement

- I - La politique sociale de la macronie l'est certainement.
II - Voix critiques.
III - Pour souligner la proximité. Choix.
IV - L'autre loi de la jungle, pour reprendre les dires du VII horizontal. Diminutif révolutionnaire par trop récupéré.
V - Victime de la colère « divine ». Attachais.
VI - Petite pratique souvent sexuelle. Souvent sous pression.
VII - Géographe noir... et rouge.
VIII - Journalaux sans scrupule.
IX - Ne donne pas le là. Aristo si bien. On en a fait tout un plat.
X - Pas rapidement. Dans un éclat.
XI - Est anglais. Toujours à gauche quand on a perdu le nord. Marché de dupes.
XII - Objectif de chercheur. État martyr.

Verticalement

- a - Trop plein. Petit avocat de la couronne. Ramas.
b - Avec elles sortez les mouchoirs.
c - Long temps pour le morse. Court à la fac. Petit punk sans exclamation.
d - Se tourner vers l'intérieur.
e - Très petit moment. Spirales fossiles.
f - Patrie d'Homère. Petite tâche. Boîte à rythmes.
g - Poison. Fruit sec.
h - Adaptation.
i - Une islandaise parmi tant d'autres. Grand cimetière. Fête du nouvel an.
j - A souvent de bons objectifs. Nouvel ordre. Avant la matière.
k - Parti à droite. Mouton. Collabo patronal.
l - Père de Médée. Ses isotopes sont terrifiants.



Solutions du numéro précédent

Horizontalement : 1 - BIODIVERSITE 2 - IMPOPULAIRES
3 - OMISSION - ETC 4 - VUE - OTS - ANAL 5 - IN - FFT - ENA
6 - GIN - AOTAL - IV 7 - IT - ACNE - NASA 8 - LEGAT - US -
GAG 9 - OUR - TI 10 - NONC - ETUIS 11 - CL - AR - CREMOM
12 - EPIPHENOMENE

Verticalement : a - BIOVIGILANCE b - IMMUNITE - OLP c -
OPIE - GUN d - DOS - AA - CAP e - IPSOFACTO - RH f -
VUITTON - UN g - GLOS - TEUR - CN h - RAN - RA - ERO i - SI
- LN - ITEM j - IRENE - AG - UNE k - TETANISATION l -
ESCLAVAGISME